

Communiqué de presse de l'ASPO/BirdLife Suisse
Le 21 mai 2015

Journée internationale de la biodiversité, vendredi 22 mai 2015

Une étude le montre : les communes ont trop peu de moyens pour la conservation de la biodiversité

Une nouvelle étude montre que les communes suisses consacrent en moyenne moins d'un cinquième de poste à plein temps à la protection et à la promotion de la biodiversité. Près de la moitié des communes dépensent annuellement moins de 10'000 francs pour la nature. De nombreuses communes souhaiteraient toutefois plus de soutien et des directives claires de la part de la Confédération ou des cantons.

Etonnamment, peu de choses étaient connues jusqu'à présent sur l'engagement concret des communes en faveur de la conservation et de la promotion de la biodiversité. L'ASPO/BirdLife Suisse, a voulu en savoir plus et a mandaté au deuxième semestre 2014 un sondage en ligne auprès des communes. 630 communes soit 27% de toutes les communes helvétiques ont participé, un échantillon représentatif aussi bien en termes de taille que de répartition entre communes urbaines, rurales ou de montagne.

Moins d'un jour par semaine pour la biodiversité

La première question de l'ASPO/BirdLife Suisse concernait le nombre de postes de travail de la commune dédiés à la protection de la nature. Le sondage s'adressait aux responsables en matière de biodiversité des communes. Les réponses varient de 0 à 400% équivalents plein temps. Seule, une commune sur dix investit davantage qu'un poste à 50%. Un tiers des communes utilise même moins de 5% d'équivalents plein temps pour la protection de la nature ; une commune sur six n'a pas du tout de ressources en personnel. La moyenne correspond à 18% d'équivalents plein temps utilisés pour la protection de la nature et de la biodiversité.

« Si en moyenne une commune suisse dispose à peine d'une personne pendant un jour par semaine pour s'occuper de la protection de la nature, c'est clairement insuffisant par rapport aux besoins », affirme Werner Müller, directeur de l'ASPO/BirdLife Suisse. Il y aurait beaucoup plus de travail à effectuer pour la nature comme le montre aussi le grand besoin d'aide des communes : 42% des communes demandent, selon le sondage, plus de soutien spécifique.

La situation est tout aussi précaire en ce qui concerne les finances : seulement 3% des communes disposent d'un budget de plus de 250'000 francs par année pour la protection de la nature, 45% des communes indiquent disposer de moins de 10'000 francs. Trois communes sur quatre font valoir un besoin de financement supplémentaire pour pouvoir assumer toutes les tâches.

Déficit de savoir-faire

Pour reconnaître la nécessité d'agir, les données de bases pour évaluer l'état de la biodiversité doivent être disponibles. Le sondage posait donc aussi la question aux communes si elles disposaient des données de base nécessaires. Résultat : 40% des communes estiment ne pas disposer des informations nécessaires.

Malgré tout, les communes se prononcent sur l'état de la biodiversité sur leur territoire. Seulement 11% des communes estiment que l'état de la biodiversité est « plutôt ou très mauvais ». La grande majorité des communes (et d'ailleurs aussi de la population) pense au contraire que la biodiversité se porte « plutôt bien ». Cette estimation ne correspond pas du tout aux faits que les scientifiques travaillant sur l'état de la biodiversité en Suisse ont présenté il y a quelques semaines au public.

Grand potentiel dans les villes et les villages

Finale­ment, les communes ont été sondées sur les instruments qu'elles utilisent pour la protection de la nature. Parmi les réponses les plus fréquentes figuraient les inventaires communaux spécifiques, puis les projets de mise en réseau en milieu agricole, suivis de l'information et du conseil à la population. Les communes sont le plus actives dans la mise en place et l'amélioration de surfaces de promotion de la biodiversité en milieu agricole : trois cinquièmes des communes indiquent être très ou plutôt actives dans ce domaine. Suivent ensuite la revalorisation des sites protégés existants (58%) et la conservation d'espèces prioritaires (49%). En quatrième position vient la biodiversité en milieu construit (35%).

Les communes pouvaient aussi indiquer pour quelles activités le besoin de mesures supplémentaires est le plus urgent de leur point de vue. La biodiversité dans les villes et les villages vient logiquement en première position, suivie de la conservation d'espèces prioritaires.

Les communes souhaitent plus de directives

Dans leur grande majorité, les communes soutiennent une série de mesures en faveur de la nature en milieu construit, contenues dans le Plan d'action Biodiversité national que le Conseil fédéral devra adopter prochainement. D'une part, 74% des communes trouveraient utile d'avoir des règlements de construction exemplaires tenant compte de la biodiversité qui pourront leur servir de support pour la planification du territoire communal.

Des objectifs nationaux et régionaux pour les surfaces vertes trouvent l'approbation de 68% des communes ; le même soutien est donné à des standards uniformisés pour un aménagement des surfaces vertes tenant compte de la biodiversité.

Informations complémentaires :

Les résultats du sondage sont publiés dans la documentation «Biodiversitätspolitik in der Schweiz» sous www.dialogumwelt.ch/biodiversitaetspolitik

5'880 signes

Renseignements complémentaires :

François Turrian, directeur romand BirdLife Suisse, tél. 079 318 77 75

L'ASPO/BirdLife Suisse est l'association de plus de 63'000 protecteurs de la nature et des oiseaux. Elle fait partie de l'organisation faïtière mondiale pour la protection de la nature et des oiseaux BirdLife International, dont le siège est à Cambridge (UK). L'organisation compte au total plus de 2,5 millions de membres qui s'engagent sur tous les continents pour la protection de la nature.